

[Text]

In other words, Mr. Minister, the people we fought against are not charging tax to our veterans and the people with whom we fought want to tax the veteran's allowance back.

Certainly Canada is doing enough for the allied veterans who live in this country. However, there is so much detail to this matter that time will not allow me to go into it any further. At some point I would like to have a further discussion with you both on this matter.

Mr. Broadbent: Perhaps, Mr. Chairman, I might clarify one or two points that you have raised, starting on the question of pensions. This is not the first time I have heard criticism levelled at our High Commission in London, and it disturbs me greatly when I hear such criticism. In my judgment, the High Commission in London have done and are doing a fine job. The official who works there on behalf of veterans affairs is not in our employ. He is, however, very dedicated.

In terms of the award of disability pensions, the fact that there is an association of Canadian veterans in the U.K. surely suggests that that organization, knowing its own members, would be in the best position to suggest which of their veterans or dependents should be eligible for a pension. Indeed, that association did that and when they presented the list, the department and Bureau of Pension advocates acted with alacrity. They went over to the U.K., and I am sure you are aware of the statistics. However, I am sure you do not expect one man in London to know the state of health of a woman in Glasgow, for instance, or whether or not she qualifies for a disability pension.

The Chairman: Mr. Broadbent, I have been involved in these types of matters for 22 years. I have personally spoken to these people in the Canadian High Commission and they told me that they do not have a budget which would enable them to go out looking for veterans. I did not expect them to do that. However, perhaps you would tell me what you are doing.

Certainly, you recognize the CVA and you give them \$1,000 per year. However, the secretary of that organization is running around in a car all over the place and he has just given up because of the enormity of the problem.

Further, you brought Mr. Greenhalgh over, much to my surprise. There must have been something wrong when you brought him over here and gave him six weeks' training.

However, please do not ask me to believe what you are telling me now. This situation has existed for 50 years. I remember being in Britain and talking to Percy Tougood when he was there. Also, all of the friends that you are talking of today who are doing such yeoman jobs; they, too, have been going over for many years.

I am sorry, Mr. Broadbent, that I am taking this attitude but I must reiterate that it is not the fault of yourself or of

[Traduction]

imposable. Nous avons une convention avec les États-Unis et l'allocation des anciens combattants n'y est pas imposable.

En d'autres termes, monsieur le ministre, ceux contre lesquels nous avons combattu n'imposent pas nos anciens combattants alors que ceux avec lesquels nous nous sommes battus veulent récupérer l'allocation des anciens combattants.

Le Canada en fait certainement assez pour les anciens combattants alliés qui vivent ici. Mais cette question est tellement complexe que le temps manque pour approfondir davantage. J'aimerais parler avec vous de ces deux sujets lorsque nous aurons un moment.

M. Broadbent: Monsieur le président, je pourrais peut-être éclaircir un ou deux points que vous avez soulevés, à commencer par celui des pensions. Ce n'est pas la première fois que j'entends des critiques de la part de notre Haut-commissariat à Londres et ces critiques me perturbent profondément. À mon avis, le Haut-commissariat de Londres a fait du bon travail et continue actuellement. Le responsable qui se trouve là-bas au nom du ministère des Anciens combattants ne travaille pas pour nous, mais il est très dévoué.

En ce qui concerne le versement des pensions d'invalidité, il me semble que dans la mesure où il existe une association d'anciens combattants canadiens au Royaume-Uni, celle-ci est la mieux à même, connaissant tous ses membres, de suggérer ceux d'entre-eux ou de leurs personnes à charge qui devraient avoir droit à une pension. D'ailleurs, c'est exactement ce qu'elle a fait et lorsqu'elle a présenté sa liste, le ministère et le Bureau des services juridiques des pensions ont agi très rapidement. Les responsables se sont rendus au Royaume-Uni et je suis sûr que vous connaissez les statistiques. Cependant, je suis sûr que vous ne pouvez pas vous attendre à ce que quelqu'un à Londres puisse connaître l'état de santé d'une femme de Glasgow, par exemple, ou savoir si elle peut avoir droit à une pension d'invalidité.

Le président: Monsieur Broadbent, je travaille à ces questions depuis 22 ans. J'ai moi-même parlé aux gens du Haut-commissariat canadien et ils m'ont dit qu'ils n'ont pas de budget suffisant pour aller à la recherche des anciens combattants. Je ne m'attendais pas à ce qu'ils le fassent mais j'aimerais que vous me disiez ce que vous faites vous-mêmes.

Vous reconnaissez certainement la AAC puisque vous lui donnez 1000 \$ par an. Pourtant le secrétaire de cet organisme passe son temps à se déplacer en voiture et vient d'abandonner en raison de l'enormité du problème.

D'autre part, vous avez ramené M. Greenhalgh, à ma grande surprise. Quelque chose ne devait pas très bien aller lorsque vous l'avez fait venir et lui avez donné une formation de six semaines.

Ne me demandez cependant pas de croire ce que vous me dites maintenant. Le problème existe depuis 50 ans. Je me rappelle être allé en Grande-Bretagne et d'avoir parlé à Percy Tougood lorsqu'il y était. D'autre part, tous les amis dont vous parlez aujourd'hui et qui font un travail si inestimable, y vont depuis de nombreuses années.

Je suis désolé, monsieur Broadbent, d'adopter cette attitude mais je dois répéter que ce n'est ni votre faute ni celle de votre